



Monsieur le **ministre de l'Intérieur**,
M. Bruno Retailleau
 11 place Beauvau
 75008, Paris

Objet : Courrier inter-associatif à la suite de la publication du hors-série *Frontières* (janvier 2025)

Paris, le 22 mai 2025

Monsieur le ministre de l'Intérieur,

Nous, associations du secteur de la solidarité, souhaitons par la présente vous alerter au sujet des attaques dont nous sommes régulièrement les cibles de la part de groupuscules hostiles à notre action.

Le 31 janvier 2025 est paru un hors-série du magazine d'extrême-droite *Frontières*. Ce numéro, intitulé « Invasion migratoire : les coupables », cible de nombreux avocats et avocates, magistrats et magistrates, médias, ainsi que plusieurs associations. À la suite de ce numéro, plusieurs vidéos attaquant le travail et l'intégrité de nos organisations ont été publiées sur les réseaux sociaux de cette revue, et certains propos ont été repris dans des médias d'audience nationale.

Cette attaque médiatique visant directement l'action d'organisations de défense des droits, de solidarité internationale ou de travail social n'est pas isolée. Ainsi, le 23 février 2025, c'est le *Journal du dimanche* qui stigmatisait l'aide au développement en ciblant, là-encore, certaines de nos organisations.

Ces pratiques et propos se banalisent dans la sphère publique et médiatique et participent d'un climat

d'intimidation et de discrédit qui pèse de plus en plus sur le secteur de la solidarité. Ils exposent nos organisations à des risques concrets d'entraves à nos actions de terrain, à des campagnes de dénigrement, des menaces, voire des passages à l'acte violents. Le 16 février 2025, à Paris, la projection du film Z de Costa Gravas par l'association Young Struggle France dans le 10^e arrondissement de Paris a été la cible de violences de la part d'un groupuscule d'extrême droite et s'est soldée par une tentative d'homicide.

Au travers de ces attaques, ce sont les libertés publiques notamment associatives, dont votre ministère est garant, qui sont menacées, car sont ciblées plus précisément les associations qui agissent pour l'accueil et l'intégration des personnes étrangères, politiques qui dépendent de votre ministère. Ces attaques, qui attisent un climat de haine tant à l'encontre des personnes exilées que de nos structures, suscitent notre très vive préoccupation quant à la sécurité de nos locaux, de nos salariés, bénévoles et adhérents, et des personnes que nous accompagnons. Plus largement, ces attaques sans fondement fragilisent la cohésion sociale, en jetant le discrédit sur le tissu associatif.

Malgré l'exercice de missions qui relèvent souvent du service public, les associations ciblées n'ont reçu le soutien d'aucun membre du gouvernement, à l'inverse des avocats et avocates qui ont reçu celui du ministre de la Justice à la suite de la publication du hors-série précité.

Les libertés associatives, le droit d'aider autrui à titre humanitaire et le principe de fraternité sont des droits et libertés garantis par la Constitution.

Ainsi souhaitons-nous vous alerter sur le climat de plus en plus dégradé dans lequel nous exerçons nos missions, les menaces pour nos organisations et les personnes que nous accompagnons, toutes étant contraires aux valeurs de la République.

Il nous apparaît urgent que le gouvernement prenne des dispositions fortes pour sécuriser le travail des organisations de la société civile dont l'engagement repose sur le droit, la dignité humaine et les principes fondamentaux de solidarité.

Veuillez recevoir, Monsieur le ministre de l'Intérieur, l'expression de notre haute considération.

Signataires :

Alexandre Moreau, Président de l'Association Nationale d'Assistance aux Frontières pour les personnes Étrangères (Anafé) ;

Aicha Koraichi, Présidente d'Action Contre la Faim ;

Laura Odasso, Présidente d'Amoureux au Ban Public ;

Jeanne Barseghian, Damien Carême, Co-président·es de l'Association Nationale des Villes et Territoires Accueillants (ANVITA) ;

Virginie Amieux, Présidente du CCFD-Terre Solidaire ;

Fanélie Carrey-Conte, Secrétaire Générale de la Cimade ;

Christian Joubert, Représentant du Collectif Migrants 17 ;

Céline Meresse, Présidente du CRID ;

Cathy Claverie, Présidente de Dom'Asile ;

Bruno Morel, Président d'Emmaüs France ;

Isabelle Richard, Présidente de la Fédération d'Entraide Protestante ;

Sylvie Guillaume, Présidente de Forum Réfugiés ;

Najat Vallaud-Belkacem, Présidente de France Terre d'Asile ;

Jean-Marc Pradelle, Président du GRDR-Migration, Citoyenneté, Développement ;

Rana Hamra, Directrice Exécutive d'Humanity Diaspo ;

Dr. Jean-François Corty, Président de Médecins du Monde ;

Hélène Bourdel, Co-porte-parole du Mouvement pour une Alternative Non-violente (MAN) ;

Margot Wolf, Présidente de Patron·nes Solidaires ;

Karim Touche, Président du Réseau Euromed France (REF) ;

Jean Merckaert, Directeur Action et Plaidoyer du Secours Catholique Caritas France ;

Vincent Fritsch, Bureau national du Syndicat National des Personnels de l'Éducation et du Social, Protection Judiciaire de la Jeunesse – Fédération Syndicale Unitaire ;

Michel Rousseau, Co-président de Tous Migrants ;

Yann Manzi, Directeur Général et co-fondateur d'Utopia56 ;

Philippe Challande, Représentant de Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes (VISA) ;

Erika Campelo, Déléguée nationale de VoxPublic.